

<https://www.elcorreo.eu.org/La-nouvelle-loi-promulguee-Tension-autour-de-la-guerre-du-gaz-en-Bolivie>

La nouvelle loi promulguée : Tension autour de la guerre du gaz en Bolivie

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mercredi 18 mai 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Difficile semaine en vue pour le président bolivien Carlos Mesa, fragilisé par une grave crise politique et sociale, alors que des manifestations sont prévues à propos de la loi sur les hydrocarbures qui triplerait les revenus de l'Etat.

Por El Correo

Paris, le 17 mai 2005

[Leer en español](#)

Lundi 16 mai des milliers de personnes ont manifesté, notamment à La Paz, où des incidents avec les forces de l'ordre ont fait quelques blessés légers, alors que les manifestants s'approchaient du congrès. Une marche de protestation est partie de la ville andine de Caracollo en direction de La Paz à l'initiative du leader de la première force d'opposition, le Mouvement vers le Socialisme (MAS), dirigé par Evo Morales.

Le Congrès, les syndicats et les associations des planteurs de coca sont favorables à un projet de loi sur les hydrocarbures adopté en mars par les députés : Il prévoit 18% de royalties et 32% d'impôts (sans aucune possibilité de déduction) sur la valeur des hydrocarbures à la sortie du puits. Ce qui représentera un gain de 650 millions de dollars pour l'Etat bolivien contre 150 millions de dollars sur la base du projet du gouvernement.

Principale richesse du pays, le gaz, un secteur confié au privé en 1997 par l'attribution de contrats d'exploitation à 26 compagnies pétrolières, dont Total (France), British Gaz (GB), Petrobras (Brésil), Exxon-Mobil (Etats-Unis), Repsol (Espagne) et Plus Petrol (Argentine).

Le président Carlos Mesa, qui n'y est pas favorable craignant une fuite des investisseurs privés étrangers, avait jusqu'à mardi midi pour mettre son veto, modifier la loi ou ne faire aucune remarque.

La nouvelle loi promulguée

La nouvelle loi sur les hydrocarbures a été finalement promulguée mardi 17 mai en Bolivie, un pays dont la principale richesse est le gaz. La nouvelle loi prévoit 18% de royalties et 32% d'impôts (sans aucune possibilité de déduction) sur la valeur des hydrocarbures à la sortie du puits.

Ceci représentera un gain de 650 millions de dollars pour l'Etat bolivien contre 150 millions de dollars sur la base du projet initial du gouvernement du président Carlos Mesa. Ce dernier ne s'est pas opposé au texte des parlementaires.

Les entreprises étrangères devront également se soumettre à un nouveau régime contractuel dans un cadre de production partagée avec l'Etat bolivien.